

Partagées entre l'actualité et l'obligation d'équité, les rédactions balancent entre devoir d'information et respect des règles du CSA. Décryptage d'un équilibre sous surveillance.



Le 19 octobre 2011, LCI, BFM TV, iTélé, Europe 1 et France Inter ont été mis en demeure par le [Conseil Supérieur de l'Audiovisuel](#) (CSA). Une décision qui donne gain de cause à Jean-François Copé le secrétaire général de l'UMP, et à son parti. Le maire de Meaux se plaignait d'avoir été « sorti pendant deux mois du débat et des plateaux télé où il n'y avait que des gens de gauche ».

Car les socialistes ont largement occupé le terrain médiatique en 2011. DSK menotté à Harlem

en mai, sous résidence surveillée à Manhattan en juin, tout sourire à Roissy en septembre. Un feuilleton judiciaire de quatre mois qui a contraint le Parti Socialiste à simuler son désarroi quand l'UMP cachait sa joie derrière un mutisme de circonstance.

Ensuite, le temps des primaires. Un processus long, des débats, des ralliements : et là encore des socialistes qui trustent les plateaux télé quand la majorité présidentielle se retrouve figée dans son canapé de spectateur. Avec cette succession d'évènements, les rédactions ont eu du mal à se conformer aux règles du CSA. Si bien que certaines chaînes comme LCI ou BFM ont recruté des salariés dédiées au décompte quotidien de la parole politique. Entre respect strict du chronomètre et rythme de l'actualité, l'égalité du temps de parole peut se révéler un véritable casse-tête.

Si elles comprennent la réglementation, elles s'accordent à dire que le devoir d'information est primordial. Maxime Daridan, en charge du décompte du temps de parole des politiques chez BFM TV déclare : « l'information passera toujours avant le respect strict de l'équité du temps de parole. Que dirait le téléspectateur s'il apprenait que nous réalisons une censure de l'information sous couvert d'équilibrer les temps de parole politiques ? On comprend la sanction mais c'est l'actualité qui est responsable ».

Un discours que Dominique Louveau, chargé de mission au service pluralisme politique du CSA, n'entend pas : « Les journalistes connaissent les règles du jeu, elles n'ont pas changé. Dans l'actualité, il y a toujours matière à équilibrer le traitement de l'information ». Au CSA, on s'exaspère de toujours devoir rappeler la règle. En cas de non respect, les chaînes risquent des sanctions allant de la mise en demeure (avertissement) à des sanctions plus lourdes : amendes, suppression d'une tranche de publicité, lecture de communiqué d'excuses à l'antenne.

« Cette codification est nécessaire. Les médias audiovisuels ont besoin d'être contrôlés. Il existe de fréquents dérapages. C'est une problématique propre à la France », assure Dominique Louveau. Au Royaume-Unis, par exemple il n'existe pas de gendarme médiatique

comme le CSA. A l'approche des élections présidentielles de 2012, la bataille du temps de parole risque de faire rage entre les différents partis.

### **Une parole présidentielle sous surveillance**

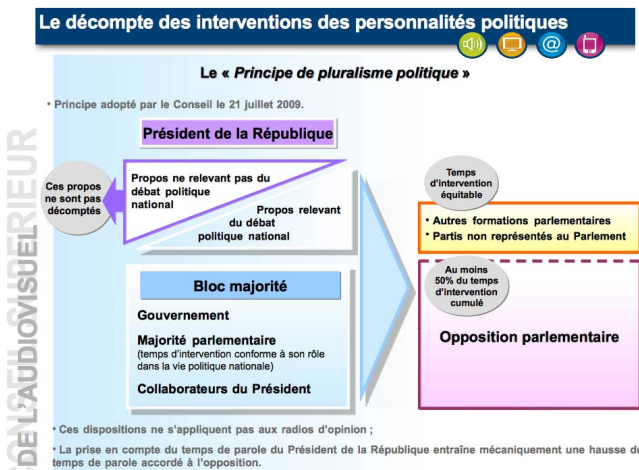
Depuis le 21 Juillet 2009, les règles du CSA ont changé. La nouvelle réglementation sur le temps de parole des politiques prévoit que le bloc d'opposition parlementaire ait au moins 50 % du temps d'intervention cumulé du président et de la majorité. Un changement inédit provoqué par l'élection de Nicolas Sarkozy. Dès le début de son mandat en 2007, Nicolas Sarkozy a marqué sa différence. Omniprésent dans les médias, le chef de l'État a très rapidement rompu avec la discrétion médiatique de ses prédécesseurs en désacralisant la parole présidentielle. Une occupation du terrain médiatique qui a conduit l'opposition à saisir le CSA.

Le Parti Socialiste a souhaité que le gendarme de l'audiovisuel prenne en considération le temps de parole du président de la République dans son mode de comptage.

Le CSA a refusé la demande du PS, le parti n'a eu d'autre recours que celui de faire appel au Conseil d'État. Le 8 avril 2009, le Conseil d'État décide d'établir une nouvelle jurisprudence. Celle-ci prend désormais en compte les interventions du Président de la République en fonction de leur contenu et de leur contexte. Le décompte du temps de parole des politiques s'effectue sur trois mois pour les journaux et bulletins d'informations et sur six mois pour les magazines et autres émissions et programmes.

# Temps de parole, l'impossible équation

Écrit par Ange Claudia Lipemh



SCHEMA EXPLICATIVE DU DECOMTE DES TEMPS DE PAROLE ; DOCUMENT DU CSA (CLIQUEZ SUR LE LIEN POUR ACCEDER AU DOCUMENT)